



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Médico Educative Chalonnaise

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Médico Educative Chalonnaise
181 Rue Jean Moulin - 71530 VIREY LE GRAND

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association Médico Educative Chalonnaise

181 Rue Jean Moulin - 71530 VIREY LE GRAND

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'Association Médico Educative Chalonnaise,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Médico Educative Chalonnaise relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances et l'amortissement des immobilisations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chalon sur Saône, le 16 mai 2024

KPMG SA

AMEC - BILAN COMBINE - 31 DECEMBRE 2023

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	116 821	94 564	22 258	5 617
Immobilisations incorporelles en cours			-	-
Avances et acomptes			-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	293 977		293 977	293 977
Constructions	15 223 736	6 030 702	9 193 035	9 603 155
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 477 730	1 122 726	355 004	246 617
Autres immobilisations corporelles	2 246 736	1 594 121	652 615	704 717
Immobilisations corporelles en cours	-		-	-
Avances et acomptes			-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées			-	-
Autres titres immobilisés	40 567		40 567	33 369
Prêts			-	-
Autres	45 147	32 329	12 818	10 083
Total I	19 444 715	8 874 442	10 570 273	10 897 535
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	28 245	3 654	24 591	35 330
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 115 712	795	1 114 918	716 744
Créances reçues par legs ou donations			-	-
Autres	188 465		188 465	213 189
Valeurs mobilières de placement	5 018 157		5 018 157	4 905 062
Instruments de trésorerie			-	-
Disponibilités	1 574 806		1 574 806	1 719 382
Charges constatées d'avance	16 102		16 102	10 070
Total II	7 941 487	4 449	7 937 039	7 599 777
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	27 386 202	8 878 891	18 507 312	18 497 312

AMEC - BILAN COMBINE - 31 DECEMBRE 2023

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	662 010	662 010
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	3 657 645	3 634 409
Report à nouveau	3 388 613	3 153 866
Excédent ou déficit de l'exercice	155 035	257 984
Situation nette (sous total)	7 863 304	7 708 269
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 348 407	1 339 630
Provisions réglementées	1 151 785	1 160 525
Total I	10 363 496	10 208 423
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 705 958	1 689 387
Total II	1 705 958	1 689 387
PROVISIONS		
Provisions pour risques	86 300	-
Provisions pour charges	69 554	62 110
Total III	155 854	62 110
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 582 534	4 764 714
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	481 009	403 115
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 047 972	1 165 157
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	170 489	204 406
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	6 282 004	6 537 391
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	18 507 312	18 497 312

COMPTE DE RESULTAT - AMEC -31/12/2023

Compte de résultat	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 211	4 575
Ventes de biens et services	2 625 780	2 669 387
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	2 625 780	2 669 387
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	10 475 273	9 793 044
Concours publics et subventions d'exploitation	10 469 673	9 786 644
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>	5 600	6 400
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 992	75 889
Utilisation des fonds dédiés	264 717	30 442
Autres produits	169 462	144 988
TOTAL I	13 550 434	12 718 325
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks	14 811	9 611
Autres achats et charges externes	3 591 659	3 326 700
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	438 772	419 289
Salaires et traitements	5 706 212	5 554 155
Charges sociales	2 483 128	2 202 958
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	781 207	741 788
Dotations aux provisions	94 539	10 457
Reports en fonds dédiés	281 288	220 720
Autres charges	701	1 452
TOTAL II	13 392 314	12 467 909
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	158 120	250 416
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	83 109	16 792
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
TOTAL III	83 109	16 792
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	179 700	104 543
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placements		
TOTAL IV	179 700	104 543
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 96 591	- 87 750
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	61 529	162 666
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 205	626
Sur opérations en capital	88 602	77 601
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	31 834	30 185
TOTAL V	122 641	108 412
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 041	-
Sur opérations en capital	-	-
Dotations aux amortissements, aux provisions et aux dépréciations	23 094	13 094
TOTAL VI	29 135	13 094
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	93 506	95 318
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	-
Total des produits (I + III + V)	13 756 184	12 843 529
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	13 601 150	12 585 545
EXCEDENT OU DEFICIT	155 035	257 984
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Dons en nature</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Bénévolat</i>		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
<i>Secours en nature</i>		
<i>Mises à disposition gratuites de biens</i>		
<i>Prestations en nature</i>		
<i>Personnel bénévole</i>		
TOTAL	-	-



ASSOCIATION MEDICO

EDUCATIVE CHALONNAISE

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31 DECEMBRE 2023
Montants exprimés en EUROS*

Ce rapport contient 26 pages

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
4.2	Faits caractéristiques postérieures à la clôture	6
5	Principes et méthodes comptables	7
5.1	Principes généraux	7
5.1.1	Changement de méthode comptable	7
5.1.2	Changements d'estimation	7
5.1.3	Corrections d'erreurs	7
5.2	Dérogations	7
6	Informations relatives aux postes du bilan	8
6.1	Actif immobilisé	8
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
6.2	Actif circulant	12
6.2.1	Stocks et en cours	12
6.2.2	Créances	12
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	13
6.4	Fonds propres	14
6.4.1	Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.	14
6.4.2	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	16
6.4.3	Subventions d'investissement	16
6.4.4	Provisions réglementées	17
6.5	Fonds reportés et dédiés	17
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	17
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	18
6.6.1	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	19
6.7	Dettes	19
6.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	19

6.8	Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	20
6.9	Charges constatées d'avance	20
6.10	Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	20
6.11	Résultats par activité ou établissement	21
6.12	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	22
6.12.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement	22
6.13	Produits du compte de résultat	22
6.13.1	Cotisations	22
6.13.2	Ventes de biens et services	22
6.13.3	Produits de tiers financeurs	23
6.13.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24
6.14	Charges du compte de résultat	24
	Achats de marchandises et variation des stocks 14 811 €	24
	Autres Achats et charges externes 3 591 659 €	24
	Impôts, taxes et versements assimilés 438 772 €	24
	Salaires et traitements, charges sociales 8 189 340 €	24
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations 687 781 207 €	24
	Dotations aux provisions 94 539 €	24
	Autres charges 701 €	24
6.15	Résultat Financier	24
	Il s'élève à – 96 591 €	24
6.16	Résultat exceptionnel 93 506 €	24
7	Informations relatives à l'effectif	25
8	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	26
8.1	Engagements financiers donnés et reçus	26
8.1.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	26
8.2	Autres opérations non inscrites au bilan	26

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour objet social la création, la promotion et la gestion d'établissements et de services à caractère médico-social pour enfants et adultes en situation de handicap.

Dans le respect des principes de la laïcité, ces structures ont pour but :

- l'éducation des enfants et adolescents ;
- l'insertion socioprofessionnelle des adultes.

L'Association développera des activités commerciales et de sous-traitance conformes aux objectifs des Etablissements de service et d'aide par le travail (E.S.A. T.) et des Ateliers protégés ainsi que toutes activités qui seraient prévues dans l'avenir par la loi pour l'aide aux personnes en situation de handicap.

L'Association a pour but de rassembler les personnes ayant un membre de leur famille en difficulté, d'informer de l'accueil que peut proposer l'Association ou d'autres structures et d'agir par tous les moyens appropriés auprès des autorités, des responsables élus, des collectivités locales et du grand public afin de susciter un mouvement d'opinion en faveur des personnes en situation de handicap et des problèmes d'intégration qu'ils soulèvent dans notre société.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- IME GEORGES FAUCONNET situé à VIREY LE GRAND ; agrément de 81 places
- ESAT GEORGES FAUCONNET situé à CRISSEY ; agrément de 111 places
- FHT RESIDENCE PIERRE CAREME situé à CHALON SUR SAONE ; agrément de 32 places
- SAVS AMEC situé à CHALON SUR SAONE ; agrément de 81 places
- SAJ AMEC situé à CHALON SUR SAONE ; agrément de 11 places

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Toutes les activités se sont exercées dans le département.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements pour un montant de 477 039 €
 - a. Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice
 - b. Engagés et terminés dans l'exercice
- Ressources humaines
 - Mouvement du personnel en CDI
 - ENTREES : 21.23 ETP
 - SORTIES : 15.47 ETP

4

Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par le/les faits d'importance significative suivants :

- ▶ Obtention de 6 places pérennes sur le DAPN de l'IME G FAUCONNET AU 01/09/2023
- ▶ Obtention du projet SAVS JUNIOR au 01/09/2023
- ▶ Baisse d'attractivité du secteur médicosocial, tensions recrutement, oublis du Ségur, convention 66 obsolète, mobilisation

4.2

Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2023, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Les états financiers de l'entité ont donc été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 *Changement de méthode comptable*

Il n'y a eu aucun changement de méthode comptable

5.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 *Dérogations*

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions ou mise au rebut)	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	97 998	18 823	-	116 821
Immobilisations corporelles	18 901 114	448 283	107 217	19 242 180
Terrains	293 977	-		293 977
Constructions	15 127 529	96 207		15 223 736
Installations techniques	1 372 815	186 727	81 812	1 477 730
Autres immob. corporelles	2 106 793	165 349	25 405	2 246 737
Immobilisations en cours	-	-		-
Immobilisations financières	75 781	9 933	-	85 714
Total	19 074 893	477 039	107 217	19 444 715



6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissemen s cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	92 382	2 182		94 564
Immobilisations corporelles	8 052 647	802 119	107 217	8 747 549
Terrains	-			-
Constructions	5 524 375	506 327	-	6 030 702
Installations techniques	1 126 197	78 341	81 812	1 122 726
Autres immob. corporelles	1 402 075	217 451	25 405	1 594 121
Immobilisations en cours	-			-
Total	8 145 029	804 301	107 217	8 842 113

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

■ Immobilisations incorporelles

Elles se composent de frais d'établissement et de logiciels amortis en linéaire sur une période de 3 à 5 ans.

■ Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- constructions, gros œuvre, charpente, couverture	50 ans
- agencements et aménagements des constructions	20 ans
- revêtements de sols, murs	10 ans
- installations techniques	10 ans
- matériels divers	5 à 10 ans
- matériel de transport	5 ans
- matériel et mobilier de bureau	4 à 10 ans



6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

— Matières premières et approvisionnements : valorisé au prix d'achat

Les éventuelles dépréciations de stock sont évaluées de la manière suivante :

— Matières premières et approvisionnements : selon la nature du stock

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock matières premières	28 245	3 654	24 591
Total	28 245	3 654	24 591

6.2.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks	7 837		4 183	3 654
Créances	1 779	795	1 779	795
Immobilisations financières	32 329			32 329
Total	41 945	795	5 962	36 778

6.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 *Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.*

- (2) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

Association, Fondation, Fonds de dotation
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos Date de clôture
Montants exprimés en EUROS

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RÉSULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	662 010				662 010
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves	3 634 409	23 236			3 657 645
Report à nouveau	3 153 866	234 748	-		3 388 614
Excédent ou déficit de l'exercice	257 984	- 257 984	155 035		155 035
Situation nette	7 708 269	- 0	155 035	-	7 863 304
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	1 339 630		80 187	71 410	1 348 407
Provisions réglementées	1 160 525		23 094	31 834	1 151 785
TOTAL	10 208 424	- 0	258 316	103 244	10 363 496

6.4.2 *L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire*

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	155 036	257 984
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
= Excédent ou déficit effectif global		
Dont résultat effectif sous gestion propre	118 665	111 266
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	36 371	146 718

6.4.3 *Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2021 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal		80 187		
Quotes-parts virées au résultat			71 410	
Montant net en fonds propres	1 339 630	80 187	71 410	1 348 407

6.4.4 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions **réglementées** suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS

6.5 Fonds reportés et dédiés

6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les fonds sont dits « reportés » et comptabilisés en charge « reports en fonds reportés » quand l'entité n'a pas encore encaissé ou transféré à la clôture les montants correspondants, comptabilisé en produits d'exploitation au cours de l'exercice.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure au poste « Utilisation des fonds dédiés » (et reportés) dans les Produits au compte de résultat.

Rubriques	début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	fin de l'exercice	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
-Subventions d'exploitation					
-Contributions financières d'autres organismes	156 667		156 667	-	
-Contributions financières d'autres organismes	1 397 000	83 000		1 480 000	
-Contributions financières d'autres organismes	135 720	198 288	108 050	225 958	
-Ressources liées à la générosité du public					
Total	1 689 387	281 288	264 717	1 705 958	-

Il s'agit de fonds dédiés correspondant à des crédits non reconductibles non utilisés dans l'année d'obtention.

Nous avons effectué en 2021 un reclassement des provisions pour renouvellement d'immobilisations

6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	1 160 525	23 094	31 834	1 151 785
Provisions pour risques	-	86 300	-	86 300
Provisions pour charges	62 110	7 444		69 554
Total	1 222 635	116 838	31 834	1 307 639

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			23 094
Provisions pour risques	86 300		
Provisions pour charges	7 444		
Total	93 744		23 094

6.6.1 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			31 834
Provisions pour risques	-		
Provisions pour charges			
Total	-		31 834

6.7 Dettes

6.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Ce poste enregistre les emprunts obligataires visés à l'article L213-9 du code monétaire et financier.

6.8 *Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances	85 714		85 714
Total actif immobilisé	85 714		85 714
Clients et organismes financiers	1 115 712	1 115 712	
Autres créances	188 465	188 465	
Total actif circulant	1 304 177	1 304 177	
<i>Charges constatées d'avance</i>	16 102	16 102	
Total général	1 405 993	1 320 279	85 714

6.10 *Etat des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice*

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements. de crédit				
- à 2 ans maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	4 582 534	247 696	892 094	3 442 744
Fournisseurs et comptes rattachés	481 009	481 009		
Personnel et état	1 047 972	1 047 972		
Dettes sur immobilisations. et comptes rattachés	-	-		
Charges à payer	170 489	170 489		
Produits constatés d'avance				
Total général	6 282 004	1 947 166	892 094	3 442 744

6.11 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— Gestion propre		325
— AMEC CUISINE CENTRALE		1 571
— ESAT PRODUCTION		2 380
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— FHT RESIDENCE PIERRE CAREME		627
— SAVS AMEC		583
— SAJ AMEC		741
— IME GEORGES FAUCONNET		422
— ESAT GEORGES FAUCONNET		312
Résultat de l'exercice		6 961

6.12 *Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux*

6.12.1 *Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement*

	résultat comptes administratifs avant prise en compte des résultats N-2	retraitement	résultat après retraitement
Gestion propre	325	53 400	53 725
FHT RESIDENCE PIERRE CAREME	627	2 907	3 534
SAVS AMEC	583	76 586	77 169
SAJ AMEC	741	30 934	31 675
IME GEORGES FAUCONNET	422	-2 525	- 2 103
ESAT GEORGES FAUCONNET	312	8 078	7 390
AMEC CUISINE CENTRALE	1 571	-	1 571
ESAT PRODUCTION	2 380	-21 305	- 18 925
TOTAL	6 961	148 075	155 036

6.13 *Produits du compte de résultat*

6.13.1 *Cotisations*

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

6.13.2 *Ventes de biens et services*

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées par zone géographiques :

— En France

6.13.3 Produits de tiers financeurs

6.13.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

6.13.3.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.13.3.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.13.3.1.3 tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Etat	Département	Autres
Concours publics ET Subvention d'exploitation	6 100 225	2 904 045	1 465 403

6.13.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises sur dépréciation d'autres actifs :	5 962 €
Transferts de charges :	6 030 €

6.14 Charges du compte de résultat

Achats de marchandises et variation des stocks	14 811 €
Autres Achats et charges externes	3 591 659 €
Impôts, taxes et versements assimilés	438 772 €
Salaires et traitements, charges sociales	8 189 340 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations 687	781 207 €
Report en fonds dédiés	281 288 €
Dotations aux provisions	94 539 €
Autres charges	701 €

6.15 Résultat Financier

Il s'élève à – 96 591 €

6.16 Résultat exceptionnel 93 506 €

- Produits : 122 641 €
Dont 88 602 € de quote-part de reprise sur taxe d'apprentissage et de subvention
Dont 2 205 € de produits exceptionnels
Dont 31 834 € de reprise de provision
- Charges : 29 135 €
Dont 23 094 € de dotation aux provisions et amortissements dérogatoires

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité est au 31/12/2023 : 139 ETP

8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Cautionnements		
Garanties		
Garantie sur emprunt RPC du Conseil Départemental		1 050 000 €
Garantie sur emprunt RPC de la Communauté d'Agglomération du Grand Chalon		1 225 000 €
Garantie sur emprunt RPC de la ville de Chalon sur Saône		1 225 000 €
Garantie sur emprunt SAJ du Conseil Départemental		168 000 €
Garantie sur emprunt SAJ de la Communauté d'Agglomération du Grand Chalon		196 000 €
Garantie sur emprunt SAJ de la ville de Chalon sur Saône		196 000 €
Garantie sur emprunt IME du Département de Saône et Loire		420 000 €
Garantie sur emprunt IME de la ville de Chalon sur Saône		980 000 €

8.1.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Les provisions indemnités de départ à la retraite ne sont pas comptabilisées.
Ces provisions ne sont pas admises par les tutelles financeurs
Elles sont comptabilisées dans les comptes administratifs au moment du départ en retraite.
Le montant prévisionnel total d'indemnité de départ à la retraite avec un départ prévisible à l'âge de 64 ans pour tous les Etablissements s'élève à 885 992 €

8.2 Autres opérations non inscrites au bilan

Dispositions de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006

En application des dispositions de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif dans son article 20, les trois plus hauts dirigeants de l'association sont bénévoles

